

D A T A Essentiel **L A B**



Bilan énergétique de la France en 2025 - Données provisoires

AVRIL 2026

En 2025, la production d'énergie primaire de la France progresse (+ 2,0 %) en raison de l'amélioration de la disponibilité des réacteurs nucléaires et de la progression des capacités photovoltaïques installées. Les importations d'énergie, nettes des exportations, diminuent à nouveau (- 3,5 %), après s'être déjà fortement repliées entre 2022 et 2024 (- 20,6 %). En particulier, les importations nettes de produits pétroliers raffinés baissent de 24,5 % en un an dans un contexte de reprise du raffinage en France. Les importations de gaz, notamment de gaz naturel liquéfié depuis les États-Unis ou la Russie, demeurent élevées. La facture énergétique de la France diminue de 21 % entre 2024 et 2025, pour s'établir à 45,8 milliards d'euros (Md€), dans un contexte de diminution des prix des énergies importées. La consommation primaire, qui correspond à la demande intérieure d'énergie, diminue légèrement (- 0,8 %). Le taux d'indépendance énergétique, rapport entre la production d'énergie primaire sur le territoire et la demande intérieure d'énergie, atteint le niveau record de 62,7 %. La consommation finale d'énergie reste contenue. Par rapport à 2024, la consommation finale d'énergie baisse de 0,9 %, et de 1,6 % après correction des variations climatiques.

LA PRODUCTION D'ÉNERGIE PRIMAIRE AUGMENTE

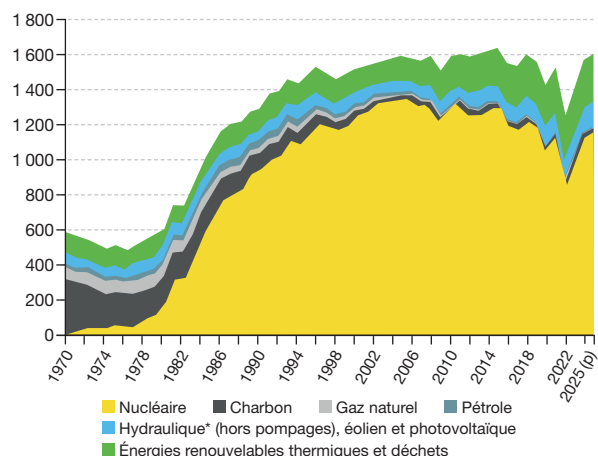
Après deux années de forte augmentation (+ 24,8 % entre 2022 et 2024), la production d'énergie primaire (voir méthodologie) augmente de 2,0 % en 2025 (graphique 1). Elle atteint 1 603 TWh et dépasse son niveau de 2019, avant les crises sanitaire et énergétique. Entre 2024 et 2025, la croissance de la production primaire est notamment portée par celle de chaleur nucléaire (+ 2,5 %, à 1 182 TWh). La disponibilité du parc nucléaire augmente de 2,5 points en un an et retrouve un niveau similaire aux années antérieures à la crise sanitaire et aux arrêts pour traiter le phénomène de corrosion sous contrainte. Par ailleurs, l'EPR de Flamanville, mis en service en fin 2024 et encore en phase de test, a produit 2 TWh en 2025.

Après avoir très fortement progressé entre 2022 et 2024 (+ 38,0 %), la production primaire d'électricité renouvelable diminue légèrement en 2025 (- 1,2 %, à 142 TWh). Après une année 2024 caractérisée par un cumul de précipitations, un débit des cours d'eau et un niveau de stocks exceptionnels, la production hydraulique diminue en 2025 (- 12,9 %) et

retrouve un niveau proche de sa moyenne historique (67 TWh). La production de la filière photovoltaïque augmente fortement (+ 32,7 %, à 33 TWh) en raison de conditions d'ensoleillement plus favorables qu'en 2024 et d'une progression des capacités installées (+ 23 % entre la fin de l'année 2024 et la fin de l'année 2025). La production de la filière éolienne progresse également entre 2024 et 2025 (+ 6,0 %, à 50 TWh) dans un contexte de développement du parc (+ 6 % de puissance installée, en particulier + 33 % pour l'éolien en mer).

La production primaire d'énergies renouvelables thermiques et issues de la valorisation des déchets augmente légèrement entre 2024 et 2025 (+ 1,4 %) et s'élève à 269 TWh en 2025. La production des pompes à chaleur augmente fortement (+ 8,7 %, à 56 TWh) en raison d'un hiver moins doux et d'une progression du nombre d'équipements (+ 6 % de puissance thermique installée en un an). La production de biogaz reste dynamique (+ 5,6 %, à 26 TWh) mais croît moins vite que les années précédentes (en moyenne, + 16,8 % de croissance annuelle entre 2021 et 2024). La production de biomasse solide, principalement de bois utilisé pour chauffer les logements, augmente également, de 1,8 % (123 TWh), en raison d'un hiver moins clément qu'en 2024 et malgré une

Graphique 1 : production primaire d'énergie
En TWh



(p) = provisoire.
* Y compris énergies marines.
Champ : jusqu'à l'année 2010 incluse, le périmètre géographique est la France métropolitaine. À partir de 2011, il inclut en outre les cinq DROM.
Source : SDES

Bilan énergétique de la France en 2025 - Données provisoires

performance croissante des appareils de chauffage au bois.

À l'inverse, après avoir progressé de 5,6 % entre 2023 et 2024, la production d'énergie à partir de déchets industriels et ménagers diminue en 2025 (- 3,5 %, à 42 TWh), tandis que la production de biocarburants recule de nouveau (- 16,8 %, à 18 TWh).

Enfin, la production primaire d'énergie fossile, pétrole brut extrait des bassins aquitain et parisien pour l'essentiel, demeure marginale (10 TWh).

LA PRODUCTION ÉLECTRIQUE ET L'ACTIVITÉ DES RAFFINERIES PROGRESSENT

La production totale d'électricité, nette de la consommation des services auxiliaires et des pertes dans les transformateurs des centrales, est tirée à la hausse (+ 2,1 % entre 2024 et 2025, à 359 TWh) par la production nucléaire et par les filières photovoltaïque et éolienne. Utilisées pour assurer l'équilibre entre l'offre et la demande d'électricité, les centrales thermiques ont été très peu sollicitées en 2025 (- 3,0 %, soit 36 TWh). Ce niveau bas historique, pour la deuxième année consécutive, s'explique par une offre nucléaire et renouvelable abondante et par le développement des interconnexions. En particulier, le recours aux centrales à gaz, qui assurent près de la moitié de la production électrique des centrales thermiques, baisse de 6 %. La production des centrales utilisant principalement des énergies renouvelables thermiques, qui représente un peu plus du tiers de la production électrique des centrales thermiques, progresse de 1,5 % en un an.

La production nationale de produits raffinés, nette de la consommation propre des raffineries, continue d'augmenter en 2025, pour atteindre 555 TWh (+ 3,6 % par rapport à 2024). L'activité des raffineries, qui était orientée à la baisse depuis 2011 avec la fermeture de plusieurs sites, progresse à nouveau depuis 2022. La consommation nette de charbon de la filière fonte diminue de 13,2 % entre 2024 et 2025 : à 31 TWh, cette consommation est inférieure de 42,0 % à son niveau de 2018.

LA FRANCE RECOURT MOINS AUX IMPORTATIONS ÉNERGÉTIQUES

La production primaire augmentant tandis que la consommation primaire diminue (*voir plus bas*), le taux d'indépendance énergétique de la France, rapport de ces deux grandeurs, progresse de 1,7 point, pour s'établir à 62,7 % en 2025, soit son niveau le plus haut depuis 1970. Cette moindre dépendance aux échanges extérieurs reflète la bonne tenue de la production intérieure d'énergie, nucléaire et renouvelable, en dépit des aléas conjoncturels et météorologiques, tandis que la demande intérieure d'énergie diminue tendanciellement depuis le milieu des années 2000.

L'approvisionnement pour satisfaire la demande d'énergie repose moins que les années précédentes sur les importations (hors uranium, l'énergie nucléaire étant produite sur le territoire par convention statistique internationale). En effet, le déficit des échanges physiques d'énergie, à 1 023 TWh, diminue de 3,5 % entre 2024 et 2025, et de 23,4 % par rapport à 2022. En 2025, les exportations nettes d'électricité augmentent légèrement et atteignent un niveau historique de 94 TWh, contre 90 TWh en 2024 et 50 TWh en 2023.

En 2025, le solde importateur de la France en gaz naturel (les importations de gaz nettes des exportations et du transit) augmente de 4,4 %, pour atteindre 301 TWh (il avait baissé de

15 % entre 2023 et 2024). Les importations de gaz augmentent de 8,0 % entre 2024 et 2025, pour atteindre 518 TWh PCS (pouvoir calorifique supérieur, soit 466 TWh) en 2025 (*tableau 1*). Le niveau relativement modéré des stocks en début d'année 2025 et la baisse du prix du gaz naturel sur les marchés européens au cours de l'année 2025 ont incité les opérateurs à recourir aux importations plutôt qu'à prélever dans leurs stocks. La quantité de gaz gazeux importé continue de diminuer, de 9,2 % entre 2024 et 2025, tandis que les importations de gaz naturel liquéfié (GNL) augmentent de 21,0 %. En conséquence, bien que le volume total de gaz importé soit très proche de son niveau d'avant le déclenchement de la guerre en Ukraine, sa composition a fortement évolué : le GNL représente 64 % des importations de gaz en 2025, contre 35 % en 2021. Comme depuis 2023, le gaz importé en France provient d'abord de Norvège (36 %, essentiellement sous forme gazeuse), puis des États-Unis (31 %) et de Russie (17 %, exclusivement sous forme de GNL pour ces deux pays). Par ailleurs, entre 2024 et 2025, les exportations de gaz naturel augmentent également, pour atteindre 165 TWh. En effet, les importations de GNL sont en partie réexportées, sous forme de gaz gazeux, vers les autres pays européens.

Tableau 1 : origine des importations de gaz naturel en 2025 par forme de gaz

En TWh PCS*

	Gaz gazeux	GNL	Total
Norvège	177,5	8,1	185,6
États-Unis	0,0	161,1	161,1
Russie	0,0	86,2	86,2
Algérie	0,0	37,4	37,4
Nigeria (y.c. swaps)	0,0	20,2	20,2
Autres pays	10,6	0,0	10,6
Pays indéterminés	0,0	17,2	17,2
Total	188,1	330,2	518,3

* PCS = pouvoir calorifique supérieur.

Champ : France.

Source : SDES, Bilan de l'énergie, enquête mensuelle sur la statistique gazière

Les importations de pétrole brut augmentent de 2,9 % en un an, pour atteindre 546 TWh en 2025. À l'inverse, les importations de produits raffinés diminuent fortement (- 10,5 %, à 401 TWh) tandis que les exportations de ces produits progressent (+ 9,2 %, à 204 TWh). En conséquence, les importations nettes de produits raffinés baissent fortement (- 24,5 %), en lien avec la progression du raffinage en France. Le pétrole brut importé en France provient principalement des États-Unis (22 %), du Kazakhstan (15 %), du Nigeria (12 %) et de Norvège (10 %), tandis que les produits pétroliers raffinés sont majoritairement importés depuis l'Europe (40 %), l'Arabie saoudite (14 %) et les États-Unis (13 %).

Les importations nettes de biocarburants, essentiellement du biodiesel, s'élèvent à 31 TWh (+ 8,2 %). Le déficit des échanges extérieurs de bois à des fins énergétiques augmente sensiblement en 2025 (+ 13,4 %) mais reste marginal (5 TWh) par rapport à sa consommation.

LES PRIX DE L'ÉNERGIE IMPORTÉE BAISSENT MAIS DEMEURENT PLUS ÉLEVÉS QU'AVANT LA CRISE ÉNERGÉTIQUE

Après une très forte progression en 2022 liée aux tensions géopolitiques internationales, les prix du pétrole sur les marchés

poursuivent le reflux entamé en 2023. Le prix moyen du baril de Brent exprimé en euro diminue de 17 % en un an, pour s'établir en moyenne à 61 € en 2025, un prix qui demeure toutefois 7 % plus élevé qu'en 2019.

Les prix du gaz importé en France ont baissé entre 2024 et 2025 (de 49 à 36 € le MWh PCS). Toutefois, les prix à l'importation du gaz demeurent deux fois plus élevés qu'en 2019 en raison de la part croissante du GNL, dont la demande mondiale est soutenue et l'offre relativement contrainte, qui se négocie à un prix supérieur à celui du gaz gazeux.

LA FACTURE ÉNERGÉTIQUE CONTINUE DE DIMINUER

La facture énergétique de la France continue de se réduire en 2025, à un rythme identique à l'année précédente (- 21 % entre 2024 et 2025 comme entre 2023 et 2024, soit - 64 % depuis 2022). Elle atteint 45,8 Md€ en 2025 et est divisée par près de trois par rapport au record atteint en 2022, à la suite des tensions géopolitiques liées à la guerre en Ukraine (graphique 2). En 2025, la facture est très proche, en euros constants, de son niveau moyen des années 2015 à 2019, avant les crises sanitaire et énergétique.

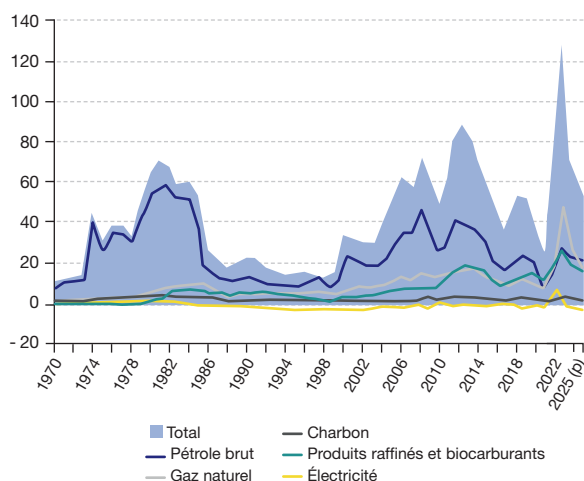
La facture pétrolière et en biocarburants, qui pèse pour les trois quarts de la facture énergétique totale en 2025, diminue de 21,0 % en un an. Compte tenu de l'évolution des soldes importateurs, la diminution de la facture entre 2024 et 2025 est plus importante pour les produits raffinés et les biocarburants (- 28,9 %, à 12,9 Md€) que pour le pétrole brut (- 15,5 %, à 22,1 Md€).

La facture en gaz naturel continue de refluer entre 2024 et 2025 (- 14,5 %, à 15,0 Md€) mais reste supérieure à son niveau d'avant les crises sanitaire et énergétique en raison du niveau des prix.

Enfin, le très haut niveau des volumes nets d'électricité exportés améliore la balance commerciale. L'excédent monétaire des échanges extérieurs d'électricité, déjà à un niveau inédit en 2024, s'amplifie en 2025 (+ 5,3 %), pour atteindre - 5,5 Md€ dans un contexte de légère hausse des prix de marché et des volumes exportés.

Graphique 2 : facture énergétique de la France

En milliards d'euros 2025



(p) = provisoire.

Champ : jusqu'à l'année 2010 incluse, le périmètre géographique est la France métropolitaine. À partir de 2011, il inclut en outre les cinq DROM.

Source : SDES, Bilan de l'énergie, enquête mensuelle sur la statistique gazière

LA CONSOMMATION D'ÉNERGIE DIMINUE LÉGÈREMENT

La consommation d'énergie primaire de la France s'établit à 2 558 TWh en 2025. Elle correspond à la demande intérieure d'énergie, soit à la somme de l'énergie produite et du solde d'énergie importée ou stockée au cours de l'année. La diminution du solde importateur d'énergie étant plus importante que l'augmentation de la production primaire, la consommation d'énergie primaire baisse de 0,8 % entre 2024 et 2025.

La consommation primaire d'énergie peut se décomposer comme la somme des usages internes de la branche énergie, des pertes de transformation, de transport et de distribution, et de la consommation finale d'énergie. Entre 2024 et 2025, les pertes et les usages internes augmentent de 1,5 %, en raison principalement de la hausse de la production nucléaire et des pertes de chaleur induites. À l'inverse, la consommation finale d'énergie baisse de 0,9 % en données réelles (- 1,6 % après correction des variations climatiques) et atteint 1 609 TWh. Au sein de cette consommation finale d'énergie, les usages non énergétiques représentent 114 TWh. Ces usages, majoritairement concentrés dans la pétrochimie, diminuent de 7,5 % en un an en raison de la fermeture d'un site pétrochimique en juin 2024. Enfin, la consommation finale à usage énergétique diminue de 0,3 % (- 1,1 % après correction des variations climatiques) et atteint 1 495 TWh. Par rapport à 2012, la consommation finale énergétique corrigée du climat diminue de 9,6 %.

LA CONSOMMATION D'ÉNERGIE FINALE DIMINUE PARTICULIÈREMENT DANS L'INDUSTRIE

La consommation d'énergie à usage de transport, encore essentiellement composée de produits pétroliers raffinés, est stable, à 513 TWh (- 0,4 % entre 2024 et 2025, après + 0,2 % l'année précédente). En particulier, la consommation de produits pétroliers dans le transport recule légèrement (- 0,5 %) tandis que celle de biocarburants diminue plus fortement (- 3,4 %).

La consommation énergétique de l'industrie (y compris construction, mais hors hauts-fourneaux) s'élève à 270 TWh en 2025, en baisse de 3,4 % par rapport à 2024. Cette consommation diminue chaque année depuis 2021, et est inférieure de 15,9 % à son niveau de 2021.

Dans le secteur résidentiel, la consommation d'énergie augmente de 1,2 % en un an, et diminue de 0,6 % après correction des conditions climatiques. En effet, les températures moins douces au début de l'année 2025 ont accru les besoins de chauffage. Après avoir stagné entre 2023 et 2024, la consommation de gaz dans les logements retrouve sa tendance à la baisse (- 4,6 % entre 2024 et 2025 à climat corrigé) tandis que celle d'électricité augmente légèrement (+ 0,3 % à climat corrigé). La consommation d'énergies renouvelables thermiques, qui représente 29 % de la consommation résidentielle, continue de progresser (+ 2,3 % à climat corrigé), tirée à la hausse par le développement des équipements et notamment des pompes à chaleur. Le bois reste néanmoins la principale énergie renouvelable utilisée dans les logements (71 TWh y compris charbon de bois, contre 53 TWh pour la chaleur renouvelable issue des pompes à chaleur).

ENCADRÉ

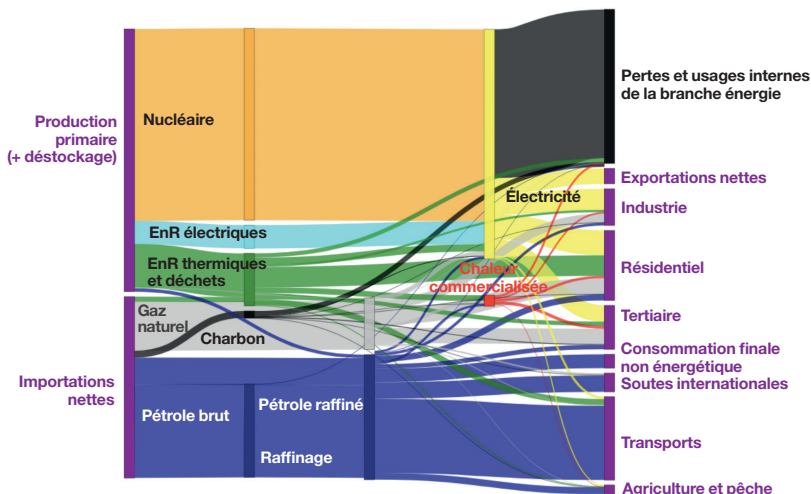
Diagramme de Sankey des flux physiques d'énergie en France en 2025 (TWh)

En 2025, la France a mobilisé une ressource primaire de 2 734 TWh pour satisfaire une consommation finale (non corrigée des variations climatiques) de 1 609 TWh.

La différence est constituée des pertes et usages internes du système énergétique (946 TWh au total), des exportations nettes d'électricité (94 TWh) et des soutes aériennes et maritimes internationales exclues par convention de la consommation finale (85 TWh).

Le diagramme illustre les flux des différentes formes d'énergie et leur transformation éventuelle en électricité et/ou chaleur commercialisée (par exemple, 28 TWh de gaz naturel ont été transformés en électricité).

Par ailleurs, les consommations des utilisateurs finaux sont ventilées par secteur.



Note : les flux relatifs aux énergies renouvelables électriques comprennent les énergies marines, mais excluent l'accumulation par pompage. Les énergies renouvelables thermiques recouvrent le bois, le solaire thermique, les biocarburants, le biogaz, la chaleur prélevée de l'environnement par les pompes à chaleur, etc. L'importance des pertes dans le domaine de l'électricité tient au fait que la production nucléaire est comptabilisée pour la chaleur produite par la réaction, chaleur dont les deux tiers sont perdus lors de la conversion en énergie électrique. La chaleur commercialisée correspond à la chaleur vendue par les réseaux et la chaleur cogénérée vendue.

Champ : France.

Source : SDES, Bilan de l'énergie

MÉTHODOLOGIE

Cette publication présente les premiers résultats du bilan énergétique de la France en 2025, élaboré en suivant les recommandations de l'Agence internationale de l'énergie et d'Eurostat. Le champ géographique couvre la France métropolitaine ainsi que les départements et régions d'outre-mer. L'ensemble des séries du bilan est disponible conjointement à la publication sur le [site internet du SDES](#). Des résultats définitifs et plus détaillés, notamment en ce qui concerne les prix de l'énergie et les dépenses correspondantes, seront publiés en fin d'année 2026.

POUR EN SAVOIR PLUS

[Bilan énergétique de la France pour 2024](#), SDES, Datalab, mars 2026.

[Bureau des statistiques de l'offre d'énergie, SDES](#)

Dépôt légal : avril 2026
ISSN : 2557-8510 (en ligne)

Directrice de publication : Emmanuelle Walraet
Coordinatrice éditoriale : Amélie Glorieux-Freminet
Maquettage et réalisation : La Netscouade

Commissariat général au développement durable

Service des données et études statistiques (SDES)

Sous-direction des statistiques de l'énergie

Tour Séquoia - 92055 La Défense cedex

Courriel : diffusion.sdes.cgdd@developpement-durable.gouv.fr

www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr